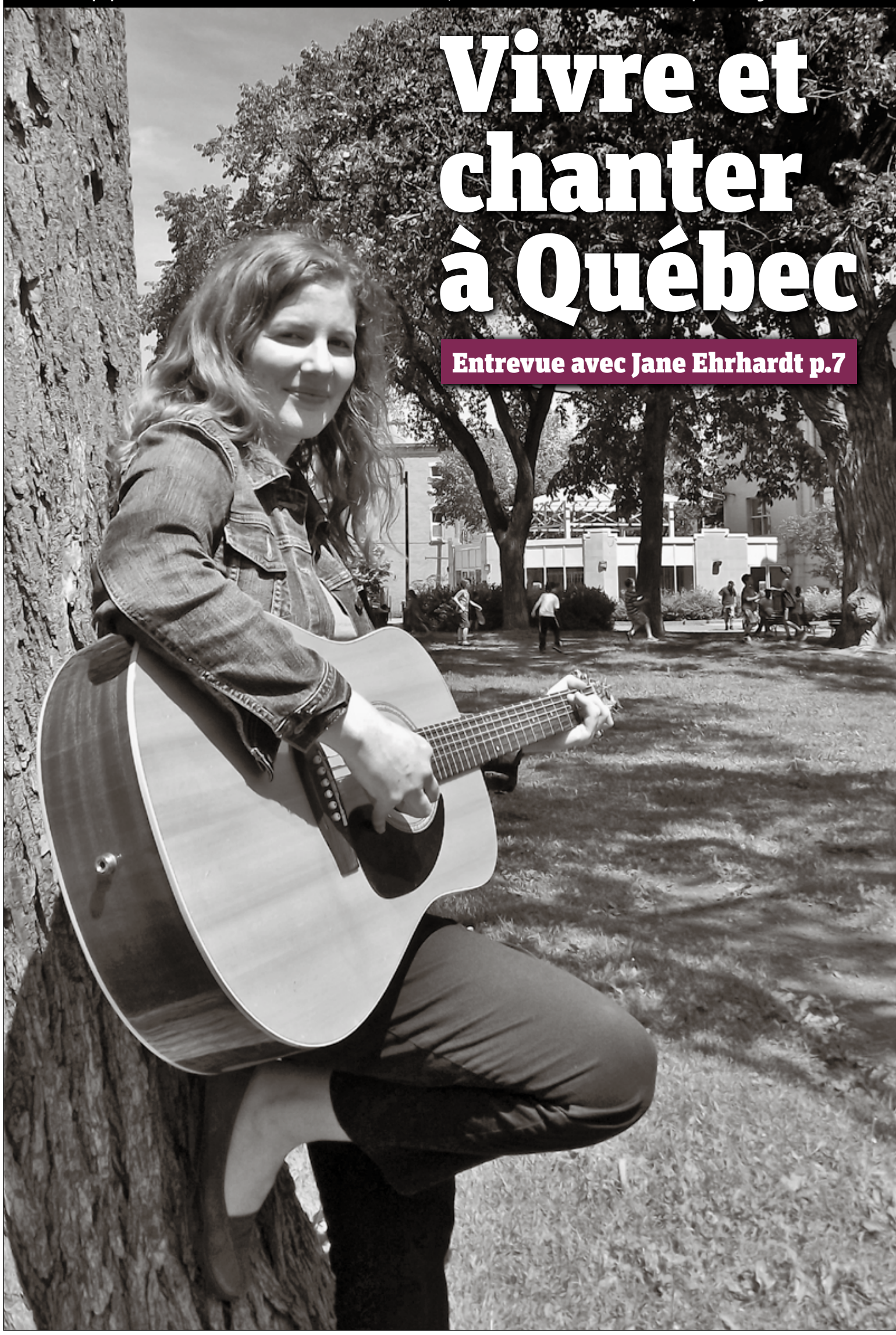
Marché du Vieux-Port : la mobilisation p.3 **Don Darby p.9** **Chronique gonzo p.10**

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 42, Numéro 5 > Juin 2015 > droitdeparole.org



Vivre et chanter à Québec

Entrevue avec Jane Ehrhardt p.7

Jane Ehrhardt au parc Durocher.

PHOTO RÉAL MICHAUD

Maison de la culture

Retour sur la consultation publique du 3 juin, organisée par le conseil de quartier de Saint-Sauveur. Le Centre Durocher dviendra t-il une maison de la culture ? p.3

Du pain et des roses

À l'occasion du 20e anniversaire de la Marche historique, retour sur les revendications des femmes et le chemin parcouru depuis. p.6

Jean-Claude Gagnon et sa poésie

Deux auteurs se penchent sur la vie et l'œuvre du poète-performeur de Saint-Jean-Baptiste. p.10

Droit de parole, toujours plus combatif

Par Nathalie Côté

Les membres de Communications Basse-Ville, organisme éditeur de *Droit de parole*, se réunissaient au début de juin en assemblée générale d'orientation pour réfléchir aux moyens de faire face aux coupes du gouvernement et aux enjeux actuels auxquels font face tous les médias. Retour sur les grandes lignes adoptées par les membres du journal.

Les membres de *Droit de parole* ont réaffirmé leur désir de développer des liens avec les forces vives des mouvements populaires et leur base militante. C'est ce que nous continuerons de faire en témoignant des luttes urbaines et des initiatives qui prennent racine dans les quartiers centraux.

Vive les forces vives!

C'est ce que le journal a fait en donnant la parole aux premières résidantes du quartier Saint-Sauveur qui se sont levées contre la démolition du Centre Durocher. C'est à l'automne 2013 que Lise Beaupré et Line Plamondon donnaient l'alarme. Deux ans plus tard, des dizaines d'autres personnes ont repris le flambeau et sont maintenant appuyées par plusieurs artistes pour que le Centre Durocher devienne une Maison de la culture et qu'il ne soit pas démoli.

Ce sont ces voix que le journal porte. Comme celles de Véronique Lalande et des résidants de Limoilou, qui ont été les premiers à dénoncer la poussière rouge provenant du Port de Québec. Comme celle des gens de Saint-Roch, qui veulent faire du centre-ville un lieu agréable et habitable, en proposant des alternatives aux projets mégalomanes des promoteurs immobiliers et de l'administration municipale.

En fait, la liste est longue et elle va continuer à se garnir avec ceux et celles qui défendent le marché du Vieux-Port. Le journal compte en effet poursuivre le rôle de «témoin et de vecteur» de ceux et celles qui bougent au centre-ville.

Culture et politique

Droit de parole va continuer à témoigner des luttes que mènent les groupes populaires et les organisations de défense des droits sociaux. Nos pages sont aussi là pour informer la population de leurs revendications et des luttes qu'ils mènent pour défendre les plus démunis contre les politiques injustes et l'austérité néolibérale.

Nous allons aussi continuer de nous intéresser à la culture et à ceux et celles qui la font. En particulier, comme cela s'est toujours fait, à celle produite par les artistes locaux qui participent à la vitalité du centre-ville. Bref, *Droit de parole* va continuer à parler de tout ce qui intéresse son lectorat allumé!

Ce journal est à vous

Ce journal est, certes, celui des auteurs que vous aimez retrouver chaque mois, mais ses pages sont aussi là pour ceux et celles qui veulent publier une première fois. Vous voulez vous impliquer, écrire ou participer à la vie démocratique de *Droit de parole* et soutenir sa mission? Devenez membres! Ce journal appartient à sa communauté. C'est la base de sa vie démocratique.

Organismes communautaires : pas des lobbys !

Lettre de Claudelle Cyr, présidente du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) à Jean-Marc Fournier, ministre responsable de l'accès à l'information et de la réforme des institutions démocratiques

Monsieur le ministre, le projet de loi 56 sur la transparence en matière de lobbyisme, que vous venez de déposer le 12 juin dernier, soulève notre indignation et suscite de nombreuses questions au sein des organismes d'action communautaire. Pourquoi enfermer les organismes d'action communautaire dans une lourdeur administrative et législative alors que depuis 2001, une politique gouvernementale précise les relations du gouvernement avec le milieu communautaire? Doit-on comprendre que le gouvernement remet en question cette politique? Que cache cette réforme? Est-ce la chronique d'une mort annoncée du soutien du gouvernement au milieu communautaire tel que nous le connaissons?

[...] La mission des organismes communautaires consiste aussi à travailler sur les conditions de vie des citoyens dans une visée d'amélioration du tissu social. Or, cette finalité nécessite parfois d'interpeller les titulaires de charges publiques pour, par exemple, la mise en œuvre d'une politique, la rédaction d'orientations ministérielles, etc.

La politique de 2001 reconnait cette expertise. [...] Avec l'actuel projet de loi, vous venez de modifier, sans discussion, de façon unilatérale, une politique sur laquelle s'appuient les relations entre l'appareil gouvernemental et les organismes depuis bientôt 15 ans.

Devons-nous vous rappelez, monsieur le ministre, que la transparence est justement au cœur des activités des organismes d'action communautaire? Pour travailler à l'amélioration des conditions de vie et pour lutter contre l'exclusion sociale, les organismes ont déjà besoin que leurs interventions soient connues, surtout celles auprès des décideurs. L'inscription à un registre de lobbyistes n'est-il pas un pléonasme puisque les organismes ont l'habitude d'annoncer leurs activités d'influence sous une multitude de tribunes (site internet, rapport d'activités, communiqué, etc.)? Il est déjà dans la culture des organismes communautaires de faire leurs représentations auprès du politique, en toute transparence.

Il existe entre 5000 et 8000 organismes d'action communautaire au Québec (dont 4000 d'action communautaire autonome). En obligeant tous les membres de leur personnel et de leur conseil d'administration, qui auront à communiquer avec un-e titulaire de charge publique à s'inscrire comme lobbyistes, avez-vous pensé aux milliers d'inscriptions qui pourraient embourber le registre? On parle de la maison de jeunes qui demande à son conseiller municipal l'accès au terrain de la ville pour y faire son épluchette de blé d'inde annuelle, d'une maison de la famille qui demande au maire de sa municipalité la fermeture d'une rue pour faire une fête de quartier, et par la même occasion, promouvoir ses activités, etc. Cela ne risque-t-il pas de noyer les inscriptions de véritables lobbyistes et, en fin de compte, de jouer contre la transparence que vous prônez?

Nous osons espérer que vous n'ajouterez pas un nouveau fardeau aux organismes d'action communautaire, surtout en cette période d'austérité où de nombreuses victimes des coupures gouvernementales se tournent davantage vers les organismes communautaires.

LA PENSÉE DU MOIS

Qu'est-ce qui est pire que d'avoir à payer un amphithéâtre vide? C'est d'avoir à supporter une équipe professionnelle en résidence. (Mabou)

Lettre aux lecteurs

Avion-environnement-conscience

Mentionnons d'abord qu'aborder les problèmes reliés aux voyages en avion est une opération risquée. En effet, beaucoup de gens prennent l'avion, et remettre en cause cette pratique peut créer, chez plusieurs, un sentiment de culpabilité se traduisant par un mouvement de défense. Toutefois, considérant les effets environnementaux graves que provoque cette activité, il est impératif de conscientiser les gens qui en font usage.

À chaque seconde, un avion décolle quelque part sur la planète, soit 85 000 vols/jour. Même si on a augmenté l'efficacité des avions en réduisant leur consommation de carburant, c'est une des sources de pollution qui connaît la plus forte croissance, soit 5%/an. Si rien n'est fait, le trafic aérien pourrait plus que tripler d'ici 30 ans, provoquant une situation insoutenable pour le climat de la planète.

Selon la Fondation Nicolas Hulot, «l'aviation est, de tous les modes de transport, le plus émetteur de gaz à effet de serre. Le nombre de polluants émis par les avions sont nombreux : NOx, CO, HC, COV, SO2, SUIES et v«apeur d'eau». Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évaluation du climat (GIEC), «la contribution de l'aviation aux émissions globales des gaz à effets de serre est estimée à 3 %, mais cet impact est de 2 à 4 fois plus important en comptant l'ensemble des paramètres».

Pourtant, voyager en avion présente des exigences considérables et de nombreux irritants tels : nécessité de combattre le stress associé à la dangerosité, aux horaires, à la limitation et la perte de bagages, aux fouilles à la douane, au mal de l'air, à l'immobilité pendant de longues périodes, au décalage horaire, à l'expansion des gaz et à l'obligation de se procurer un passeport et parfois un visa, de se faire vacciner et prendre une assurance médicale et finalement aux problèmes associés aux langues et monnaies étrangères et au coût des billets.

Il existe un certain nombre d'alternatives comme : prendre ses vacances plus localement, voyager moins loin, faire des voyages plus longs et moins fréquents, «visiter» sans se déplacer en écoutant reportages, conférences et films.

Bien que les voyages à l'étranger représentent un désir légitime de culture, de détente, d'épanouissement, etc. cette activité doit être parfois remise en cause si on considère la pollution qu'elle crée et les statistiques qui en prévoient une véritable explosion.

Avoir les moyens financiers de voyager ne devrait pas être un critère déterminant. Chacun doit décider en pleine conscience et responsabilité de prendre ou non l'avion.

Par Pascal Grenier, simplicitaire

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2e classe
No 40012747
Tirage : 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal : Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Gilles Simard, Lynda Forgues, Camille Boutin, Réal Michaud, Simon M. Leclerc
Coordination : Nathalie Côté
Coollaboration spéciale : Les AmiEs de la Terre de Québec, Renaud Pilote, Malcolm Reid, Michaël Lachance, Charles Quimper, Jonathan Carmichael, Harold Jenkins, Émilie Frémont-Cloutier, Nicole Moreau, Louise Chouinard, Guy Sioui Durand, Jean Coulombe
Photos : Réal Michaud, 99% Média, Nathalie Côté, Pierre Ouimet
Illustrations : Malcolm Reid, Marc Boutin, Hélène Matte, Hélène Beaulieu
Révision : Lynda Forgues
Design : Martin Charest
Webmestre : La collective Nalyn
Imprimeur : Les travailleuses et les travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.

Tirage certifié CA MECQ

Maison de la culture au Centre Durocher

Encore un appui unanime

Par Marc Boutin

Le 3 juin dernier, au centre Edouard-Lavergne de la rue Arago, cent dix personnes, le « tout-Saint-Sauveur » pourrait-on dire, assistent à une consultation populaire organisée par le Conseil de quartier sur un projet de maison de la culture dans le quartier Saint-Sauveur. Deux points sont à l'ordre du jour : le contenu (programmation) et l'endroit (implantation).

D'entrée de jeu, M. Nicol Tremblay, président du CA du Comité des citoyens, déclare que pendant ses 40 années d'expérience de militant, il n'a pas connu une telle mobilisation dans Saint-Sauveur : 150 artistes, 50 commerces et groupes populaires, la députée de Taschereau, une pétition de plus de 2000 noms, sans compter les 110 personnes ici présentes. Tous unis pour sauver le Centre Durocher et pour y installer une maison de la Culture.

À Saint-Sauveur, on a un cœur, un centre de quartier très bien situé autour du parc et du Centre Durocher; ce cœur, il doit à tout prix rester où il est actuellement

— Jacques Fiset

Au micro, les participants se succèdent pendant près de deux heures. Je remarque : Danielle Papillon, Monique Girard et Michael Parrish, qui œuvrent depuis le début au sein du comité pour la survie du Centre Durocher. Je retiens aussi la présence d'artistes et de poètes, dont Caroline Flibotte, Paul-Yvon Blanchette, Jean Coulombe. J'en passe… plusieurs jeunes du quartier que je vois pour la première fois.

Que veut-on dans la Maison de la culture ?

La liste est impressionnante : bibliothèque, médiathèque, services internet, théâtre de marionnettes, garderie coopérative, tables de ping-pong, café ouvert les fins de semaine, lieu de « répit grands-mamans et jeunes mamans », lieu pour la scène libre, cinéma répertoire, coin pour sortir les aînés de l'isolement, lieu de transmission des connaissances des jeunes vers les aînés et vice-versa, une cuisine en appui aux autres activités, un moulin à paroles sur « notre histoire », celle du quartier Saint-Sauveur, une histoire riche que peu de personnes connaissent, etc.

« Saint-Sauveur, c'est le triangle des Bermudes de la culture à Québec. » « L'accès à la culture est pourtant une des déterminants de la santé physique et mentale. » « Pour des cours de dessin et de musique, on doit monter au Centre Lucien-Borne. » Un artiste impatient nous lance, « Ça suffit, quand je veux participer ou faire quelque chose de culturel, je dois quitter mon quartier ». Pour d'autres, Saint-Sauveur étant multi-ethnique, il faudrait parler d'une « Maison des cultures » et non de la « Maison de la culture ».

Vendeur et client sont d'accord : pas question qu'on parte. PHOTO NATHALIE CÔTÉ

« On a un beau bâtiment, on peut-tu le garder ! »

Quant à l'emplacement de la maison de la culture, c'est l'unanimité. Le parc et l'édifice du Centre Durocher sont considérés indissociables, et la place publique qu'est devenu le parc serait peu compatible avec un édifice résidentiel. On parle d'un plan B à l'église Sacré-Coeur (qui est à vendre), mais le lieu serait trop excentrique.

L'ex conseiller Jacques Fiset : « Je suis fier de mon quartier. À Saint-Sauveur, on a un cœur, un centre de quartier très bien situé autour du parc et du Centre Durocher; ce cœur, il doit à tout prix rester où il est actuellement ». Le romancier Alain Beaulieu rappelle que Saint-Sauveur est désormais un quartier « en lutte », que la bataille ne fait que commencer, qu'il ne faut pas lâcher : « Gros projet, donc gros combats en perspective ».

Un mot sur les absents: aucun grand média sur place, sauf *Droit de parole* et *Québec-Hebdo*. Pourtant, *Le Soleil* a, le soir même, trois journalistes-chroniqueurs qui travaillent sur les consultations à Sillery. De plus, ceux qui privilégiaient le remplacement du Centre Durocher par du logement social sont soit muets, soit absents. L'absence la plus remarquée: Chantal Gilbert, la conseillère de Saint-Roch et Saint-Sauveur.

La soirée se termine sur ce constat de Danielle Adam : « ce que la Ville voit ailleurs comme de l'investissement, à Saint-Sauveur, elle appelle ça des dépenses ». C'est tout dire.

À la défense du Marché du Vieux-Port

Depuis l'annonce d'un éventuel déménagement du marché du Vieux-Port, les gens de Québec s'organisent pour conserver ce service de proximité essentiel pour la vitalité du centre-ville.

Par Nicole Moreau

Le maire de Québec, Régis Labeaume, a annoncé au printemps, que le Marché du Vieux-Port serait déménagé vers Expo Cité. Cela coïncide avec la diffusion par les médias, en avril dernier, des conclusions du rapport du groupe de travail sur l'avenir d'Expo Cité, présidé par Daniel Gélinas. Il y était notamment proposé d'y aménager un marché public.

La pétition

Le déménagement du Marché du Vieux-Port semble incompréhensible pour la plupart d'entre nous. Il y a quelques mois, une citoyenne avait lancé une pétition réclamant le maintien du Marché du Vieux-Port sur son emplacement actuel. Cette pétition a été reprise par des groupes qui se sont constitués en coalition afin d'atteindre cet objectif.

Au début de juin, plus de 10 000 personnes avaient signé cette pétition. Bien des acteurs se sont prononcés dans le même sens, on peut évoquer, entre autres, la Société de développement commercial du Vieux-Québec, le comité de citoyens du Vieux-Québec, le conseil de quartier du Vieux-Québec, les Ami(e)s de la terre. Les restaurateurs du quartier estiment que le Marché représente un élément essentiel, tant pour la vie du quartier dans lequel ils sont implantés, que pour le fonctionnement optimal de leur entreprise.

Le Marché du Vieux-Port est aussi un attrait touristique très fréquenté et apprécié par les gens de la région et par les touristes provenant de l'extérieur de celle-ci.

Pour l'achat local

Déménager le Marché, c'est mettre un terme à des services de proximité facilement accessibles à pied pour les résidents du quartier, des tels services représentent un gage de qualité de vie pour les citoyens et pour plusieurs acteurs du secteur.

Le Marché est un commerce économiquement viable, les producteurs y offrent des produits et s'inscrivent dans la tendance forte des consommateurs de privilégier les achats locaux.

Le Marché représente un attrait touristique indéniable qui contribue à la mise en valeur des produits du terroir et au dynamisme économique de l'ensemble du centre-ville.

Que cache l'équipe Labeaume ?

La Ville a vraisemblablement effectué certaines études dans ce dossier, mais il n'a pas été possible d'y avoir accès, ce qui semble étonnant pour une ville qui se veut « ouverte ».

Non seulement l'offre alimentaire dans le secteur où la Ville entend transférer le Marché est déjà abondante, songeons par exemple aux commerces de la rue Soumande, mais encore cette offre semble s'accroitre de façon importante, notamment avec l'ouverture du Frigo, une épicerie entrepôt, mais aussi le Wal-Mart qui offrira des produits frais sous peu.

On peut s'interroger sur la réelle volonté de l'équipe au pouvoir à Québec d'amener de nouveaux résidents au centre-ville, tout en éliminant de ce quartier stratégique des services de proximité, obligeant ainsi les citoyens à utiliser leur automobile pour aller s'approvisionner à l'extérieur du quartier. À moins, bien sûr, que la vocation imaginée pour le Vieux-Port soit d'abord et avant tout d'accommoder les touristes ou les croisiéristes ?

Des pétitions circulent au marché du Vieux-Port, dans plusieurs commerces du quartier et en ligne : http://t.co/WGGBrKGIYJ

Vendeuse et cliente sont d'accord : pas question qu'on parte. PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Hausse des tarifs du RTC, une autre atteinte au droit à la mobilité!

Emilie Frémont-Cloutier

Le 27 mai dernier, le Réseau de transport de la Capitale a annoncé une nouvelle hausse du tarif général de 2,75$, une augmentation de 2,9%. Le laissez-passer passera donc de 81,25$ à 84,00$ à compter du 1er juillet. Cette décision administrative a pour conséquence d'interdire l'accès à un nombre croissant de citoyens à un service public essentiel (jusqu'à 12% de la population de Québec est considérée à faible revenu). C'est pour dénoncer cette hausse que le Comité du CAPMO pour l'accessibilité sociale au transport en commun a organisé une action le 9 juin dernier, face au Centre d'information du RTC, au coin des rues Honoré-Mercier et Saint-Joachim.

Nous avons invité la population à s'exprimer à propos de cette augmentation, en participant à une activité: «Porteur de parole». Concrètement, nous proposions aux gens d'inscrire sur un carton leur réponse à la question suivante: «Pourquoi la hausse des tarifs de transport en commun vous indigne?» En tout, une cinquantaine de personnes se sont prêtées à l'exercice; certaines, n'étant même pas au courant de ce changement, ont vivement exprimé leur désaccord.

Cette action s'inscrit dans une volonté de sensibilisation de la population et des pouvoirs publics afin qu'ils tiennent compte des capacités réelles des gens d'accéder à ce service essentiel. Par «accessibilité sociale», nous entendons un coût abordable pour les personnes à faible revenu et des parcours accessibles à des fréquences suffisantes dans les secteurs où elles vivent; dans le centre ville comme en périphérie où plusieurs vont s'établir pour trouver des logements plus abordables.

À l'automne 2014, inspirés d'une action menée à Calgary, nous avons débuté une enquête participative visant à documenter les impacts des augmentations annuelles et du manque de service dans certains secteurs sur la mobilité des personnes à faible revenu. Constatant que le droit à la mobilité n'est pas reconnu par le RTC, nous avons organisé des ateliers dans différents groupes du centre ville ainsi que dans des secteurs situés en périphérie. Pourtant, dans son Plan de Mobilité durable, la Ville de Québec mentionne que: «L'une des raisons principales qui l'a conduite à son élaboration est d'assurer l'équité sociale...». À la lumière des témoignages et des données que nous avons rassemblées jusqu'ici, force est de constater qu'il n'y a pas eu de mesures concrètes mises en place pour atteindre cet objectif!

À Calgary, grâce à une mobilisation populaire initiée par une enquête participative, la tarification sociale a été instaurée en 2005. Depuis 2008, elle est financée à même le budget général de transport de la ville. Désormais, les élus sont davantage sensibilisés au caractère fondamental du droit à la mobilité et la politique de tarification sociale a été élargie à une plus grande part de la population. Nous pensons qu'à Québec, il est aussi nécessaire d'en arriver à l'instauration d'une telle politique.

Comment organiser cette mobilisation? Nous croyons qu'elle s'effectue d'abord à partir des groupes de base ou des organismes que nous avons rencontrés. Nous voyons qu'un des rôles du CAPMO est de soutenir et d'encourager l'appropriation de l'enjeu de l'accessibilité sociale au transport en commun et la mise sur pied d'actions locales. Vient ensuite la possibilité de réunir ces différents groupes pour se concerter et porter ensemble certaines revendications régionales auprès de nos élus.

Les résultats de notre enquête seront présentés lors d'une assemblée publique qui se tiendra à l'automne. Bienvenue à tous et à toutes!

Du Roller Derby à l'aréna Bardy

Par Charles Quimper

La ligue Roller Derby Québec, vous connaissez? Sport dynamique, spectaculaire, marginal, le Roller Derby refait surface de nos jours après plusieurs années de disette. Les équipes coursent en patin à roulettes...

Fondée en 2010 par de jeunes femmes de la région de Québec, la ligue est autogérée et indépendante. Les deux équipes locales, les *Casse-gueules* et le *Rouge et Gore*, ne cessent de surprendre, tout comme l'équipe «sur la route», qui affronte les équipes des autres villes, les *Duchesses*, qui est lentement mais surement en train de se tailler un place de choix dans le paysage du Roller Derby canadien.

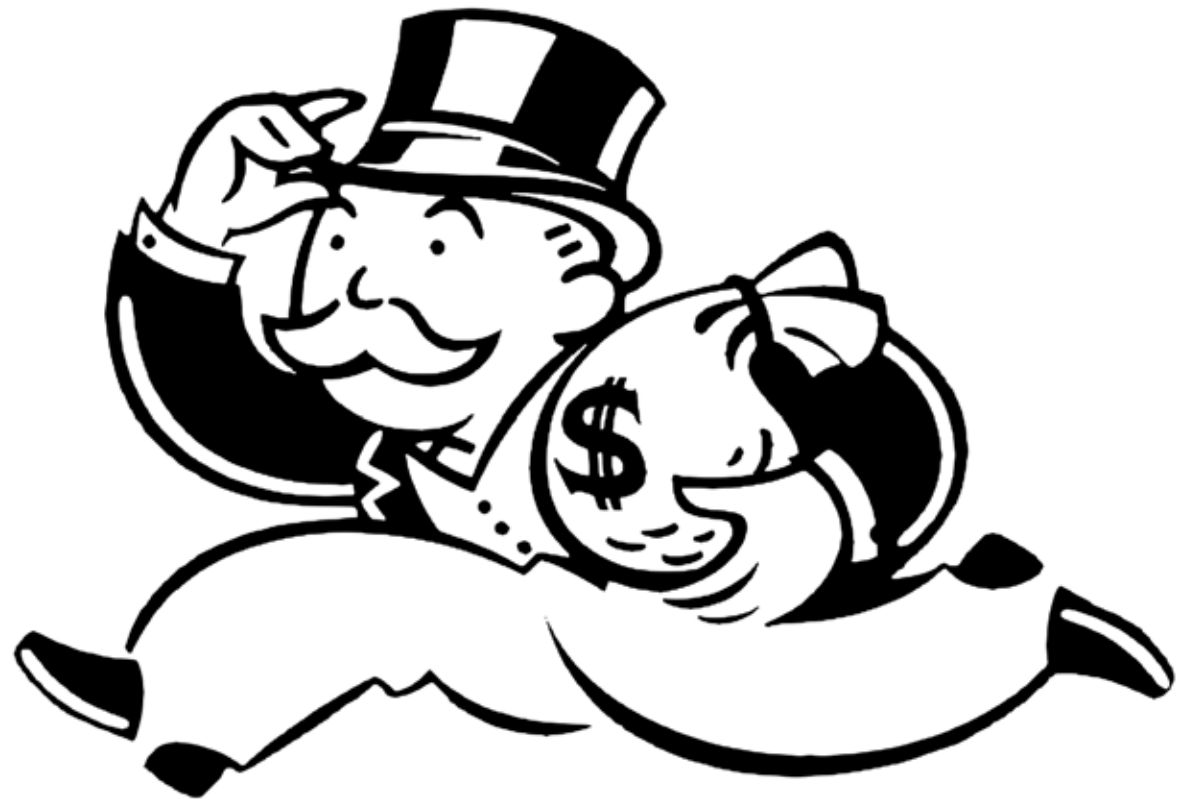
Les prochains matchs auront lieu le 4 juillet, le 1er et le 8 août 2015 à l'aréna Bardy, 2280 Monseigneur-Gosselin à Limoilou. Soyez-y en grand nombre pour acclamer et supporter ces joueuses!

Un dépôt de garantie

Une autre attaque contre les locataires

Par Jonathan Carmichael et Harold Jenkins

La CORPIQ veut rendre légal le dépôt d'un montant d'argent en garantie lors de la signature d'un bail. En cas de dommages au logement, ou de loyer impayé, les propriétaires retiendraient l'argent en partie ou en totalité. Le gouvernement pliera-t-il devant ce lobby des proprios ?



Si l'on écoute les lamentations de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec, la CORPIQ, forte d'une pétition qui, à ce jour, a déjà obtenu plus de 8 500 signatures, les propriétaires immobiliers du Québec subiraient une injustice flagrante. Alors qu'ailleurs au Canada et dans le monde, il est permis d'exiger des locataires une somme d'argent en guise de dépôt, ici, la loi interdit cette pratique. Selon eux, les propriétaires québécois seraient donc victimes des pires abus de la part des locataires qui se plairaient à ne pas payer leur loyer ou à démolir leur logement…

Les plus pauvres sont pénalisés

L'exigence d'un cautionnement au moment de la signature du bail serait une façon de désavantager ces locataires en situation de pauvreté et aurait comme conséquence de restreindre leur accès à un logement décent. Selon *l'Enquête nationale auprès des ménages*, au Québec, 401 155 ménages locataires ont un revenu brut annuel inférieur à 20 000 $. Pire encore, 127 270 ménages gagnent annuellement moins de 10 000 $. Ces locataires pauvres se retrouvent souvent dans l'impossibilité de couvrir tous leurs besoins essentiels et ceux de leur famille. Il est évident que toute charge supplémentaire serait une menace à leurs conditions de vie.

Problème : récupérer son dépôt

La récupération du dépôt de garantie par les locataires, au moment de leur départ du logement, poserait également problème. Aux autres endroits dans le monde où cette pratique est autorisée, c'est une source de litiges. À titre d'exemple, en France, selon un article publié le 28 janvier dernier dans *Le Monde* : « la principale source de conflits [entre les locataires et leurs bailleurs] concerne le dépôt de garantie, le propriétaire tardant à rendre la somme au locataire ou l'amputant sans en apporter la moindre justification ».

Déjà, bien que ce soit illégal au Québec, il est courant que les propriétaires obligent, malgré tout, les locataires à leur verser un dépôt, par exemple pour les clés ou pour des meubles fournis. Dans bien des cas, les locataires ne revoient jamais l'argent déposé. Qui plus est, il est commun que des propriétaires réclament frauduleusement des frais aux locataires qui déménagent, par exemple, pour l'usure normale du logement ou encore, pour des dommages n'ayant rien à voir avec le locataire, mais qui sont plutôt le résultat de la négligence du propriétaire.

Un dépôt de garantie viendrait multiplier ces abus et accentuerait l'inégalité de traitement entre locataires et propriétaires. Une telle mesure accorderait au propriétaire d'être juge et partie en lui permettant de se faire justice lui-même, en prévision d'un mauvais comportement hypothétique d'un locataire. Cela va à l'encontre de la présomption d'innocence qui est à la base de tout le système judiciaire. Encore pire, le fait que le propriétaire serait celui qui détermine le montant réclamé et en assume la gestion, est d'une totale indécence.

Une proposition inutile

Les recours pour les propriétaires lésés existent déjà. Et le Tribunal responsable de trancher les litiges, la Régie du logement, leur est fortement favorable. La proposition de la CORPIQ est donc inutile, selon le Bureau d'animation et information logement (BAIL); ce n'est qu'une protection supplémentaire réclamée par des gens qui sont déjà privilégiés, pour lesquels la quête de profit prime le droit au logement. Si un tel avantage devait être accordé aux propriétaires par le gouvernement, ce sont les locataires, en particulier les moins nantis, qui, une fois de plus, en feraient les frais.

Quand les femmes s'en mêlent

Le 6 juin, avait lieu devant l'Assemblée nationale une commémoration des 20 ans de la *Marche du pain et des roses*, qui apportait au gouvernement neuf revendications. Qu'est-il advenu de ces demandes ?

Par Lynda Forgues

Dans le milieu des années 90, les emplois précaires se multiplient, surtout pour les femmes qui occupent plus des deux tiers des emplois à temps partiel dans le secteur des services; elles travaillent souvent au salaire minimum, quand elles travaillent. En 1995, 850 d'entre elles ont marché durant 10 jours pour contrer la pauvreté, en partant de Rivière-du-Loup, de Longueuil ou de Montréal, dans le but d'apporter une liste de neuf revendications aux politiciens de l'Assemblée nationale.

Le 4 juin 1995, un rassemblement de plus de 10 000 personnes les attendent, formant une vaste manifestation, en chantant « Du pain et des roses, pour changer les choses ». Gain non négligeable, pour l'époque et la région, cette manifestation monstre à Québec a sûrement aidé à mettre un terme au déplorable concours des duchesses du Carnaval, qui cessa quelques mois plus tard. Elles sont pourtant revenues en 2014. Finalement, les choses ont-elles tant changé?

Équité salariale

Les femmes demandaient *Une loi proactive sur l'équité salariale*, qui a été adoptée en 1996 et mise en vigueur un an plus tard. En réalité, aujourd'hui, les emplois à prédominance féminine demeurent encore sous-payés par rapport à leurs pendants masculins. Le gouvernement du Canada, lui, n'a toujours pas voté de loi semblable, donc, les entreprises sous juridiction fédérale (compagnies aériennes, banques, télécommunications, postes, etc.), basées au Québec, ne sont pas assujetties à la loi provinciale. De plus, les multiples petites entreprises (de moins de 10 personnes) n'y sont pas non plus assujetties.

Salaire minimum

Les femmes revendiquaient *Une augmentation du salaire minimum au-dessus du seuil de la pauvreté (8,15$ de l'heure)*. Le salaire minimum, à l'époque de 6$, a été haussé à 6,45$. Lorsque la ministre de l'Emploi de l'époque, Louise Harel, est venue annoncer cette « victoire », elle a été huée par la foule… Le salaire minimum devrait aujourd'hui être au moins de 13$ de l'heure ! Selon Statistiques Canada, le pain qui coutait 1,30$ en 1995, se vend 2,90$ en 2015.

Pension alimentaire

Les femmes avaient dans leur liste la demande d'*Un système de perception automatique des pensions alimentaires avec retenue à la source*. Québec a accepté d'adopter cette loi en 1995, et elle existe toujours. Mais l'injustice fiscale, faisant en sorte de compter comme revenu pour le parent (la mère la plupart du temps) la pension alimentaire versée pour les enfants dans le calcul de l'aide sociale, des prêts et bourses et de l'aide juridique, persiste toujours.

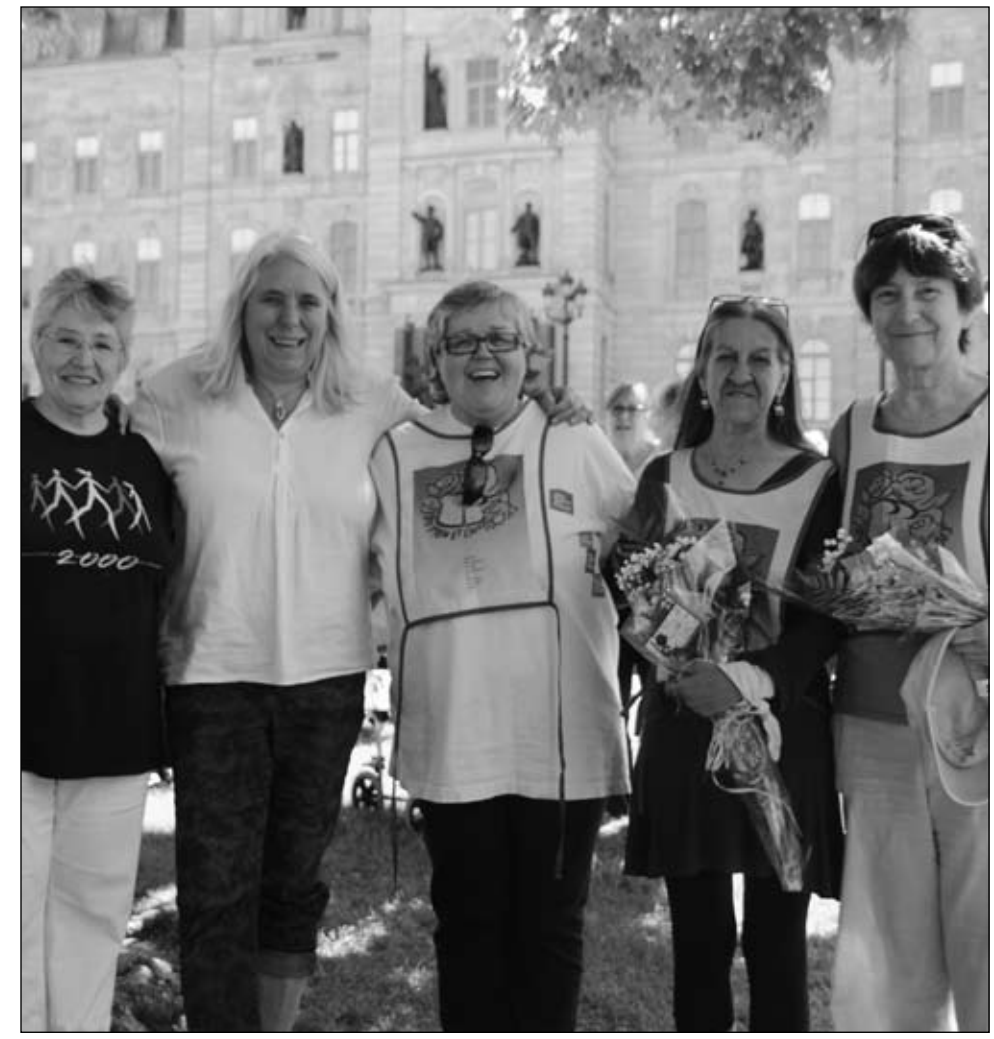
Logement social

Les femmes étant souvent pauvres et responsables de familles, *La création d'au moins 1500 nouvelles unités de logement social par année*, leur était une exigence incontournable. Le Parti québécois de Parizeau l'avait déjà comme promesse à son programme en 1994. La marche des femmes a voulu le lui rappeler. Avec l'objectif du déficit zéro du premier ministre Bouchard, dès 1996, les groupes comme le FRAPRU ont dû batailler ferme pour obtenir *AccèsLogis* en 1997. En 2001, grâce à Ottawa, *AccèsLogis* est prolongé, mais chaque fois avec précarité.

Depuis 2011, le gouvernement Harper a mis fin aux investissements en logement social. Au Québec, l'argent reçu du fédéral ne permet pas de subventionner les logements existants d'*AccèsLogis*. Une menace pèse sur 125 500 logements toujours financés par Ottawa : la fin du financement des HLM et des coopératives au Québec. Les ménages à faible revenu ne recevront plus la subvention qui leur permet de payer 25 % de leur loyer. De plus, sous prétexte d'atteindre l'équilibre budgétaire, *AccèsLogis* risque fort de passer à la moulinette du PLQ.

Frais de scolarité

Afin d'améliorer l'accès aux études, la Marche du Pain et des roses réclamait *Le gel des frais de scolarité et l'augmentation des bourses d'étude*. Le gel a été maintenu à l'époque… sans augmentation notable. On sait ce qu'il adviendra par la suite : la hausse de 2012 par le gouvernement Charest, la lutte des carrés rouges, la promesse brisée des péquistes, et l'indexation finale.



Des organisatrices de la marche de 1995, réunies le 6 juin 2015. PHOTO 99 % MÉDIA

Et aussi…

Quatre autres revendications faisaient partie de la liste, portant sur l'emploi, sur les mesures d'employabilité, la violence conjugale et le parrainage des immigrantes. Il parait qu'à l'époque, les femmes auraient donné une note de 7 sur 10 au gouvernement Parizeau… Aujourd'hui, nous voyons que les mesures d'austérité visent les diverses mesures mises en place dans le passé. Le 16 juin dernier, la ministre à la Condition féminine, Stéphanie Vallée, annonçait des coupes de près de 60 % dans le budget de 16 organismes d'aide à l'emploi pour femmes. Un véritable retour en arrière vers la pauvreté.

En 2015

La Marche du pain et des roses a initié la Marche mondiale des femmes (MMF) qui, à tous les cinq ans, comme cette année, permet aux femmes du monde de réclamer plus d'équité, et de s'organiser pour faire la lutte à la pauvreté. Est-ce que des dizaines de milliers de femmes se réunissent devant l'assemblée nationale pour huer un ministre des finances venu les rencontrer ? Non !

Cette mobilisation s'est transformée : on rédige des propositions, formule des revendications, à l'intention des gouvernements. Deux des organisatrices de la première heure, Françoise David et Manon Massé, sont passées de l'autre côté de la clôture, elles sont maintenant députées, ce qui doit leur permettre, souhaitons-le, d'avoir beaucoup de poids politique lors de l'adoption des lois !

Que l'on s'organise pour faire la lutte à la pauvreté, ça se comprend. Cette année au Québec, ces petites manifestations de la MMF scandaient des slogans contre l'austérité. Mais va-t-on tenter de remettre un cahier de revendications et de doléances, en ces temps de plus en plus difficiles, à un gouvernement aussi arrogant ? Va-t-on réclamer plus d'équité à Couillard, Coiteux et Leitao ? Ce serait bien illusoire…

Que faire ?

En 1995, ce qui a décidé le gouvernement à accéder à certaines demandes, ce n'est pas qu'il était un meilleur gouvernement, plus humain, plus compréhensif, c'est la mobilisation massive de toutes ces femmes qui ont marché ensemble pour une cause commune : c'était le rapport de force créé par la mobilisation. En 1995, le gouvernement de l'époque préférait avoir une large partie de ces femmes de son côté pour sa bataille référendaire à venir.

Aujourd'hui, nous le savons, les femmes sont les plus durement touchées par les mesures injustes du gouvernement, et les premières concernées par les coupes en éducation et en santé. Des femmes, il y en a partout, dans les associations étudiantes, les syndicats, les milieux de travail, les quartiers, les rues, les groupes communautaires, elles sont présentes dans toutes les communautés. En tout temps, en tout lieu, ce qu'il faut faire, c'est de bâtir un réel rapport de force. Et ce rapport de force, il se bâtit dans la rue et non autour d'une table avec des politiciens.

La prochaine fois qu'on se retrouve à plus de 10 000 devant l'Assemblée nationale, il faudrait avoir à la main quelque chose de plus percutant que des roses.

IGA Deschênes
À votre service depuis plus de 25 ans!

Ouvert tous les jours de 6 h à minuit
Livraison du lundi au samedi*
*Frais de 3 $, gratuit 60 ans ou plus avec achat minimum de 25 $
255, chemin Sainte-Foy - 418 524-9890 - Commandez en ligne au iga.net

Vivre et chanter à Québec

Par Nathalie Côté

Après 15 ans à Québec et des albums en anglais, Jane Ehrhardt a lancé, ce printemps, son premier album en français. *Terminus* est un tournant pour l'auteure-compositeure-interprète née au Nouveau-Brunswick. Nous l'avons rencontrée à son local de musique, dans Saint-Sauveur, qu'elle partage avec d'autres musiciens.

Nathalie - En écoutant les chansons de *Terminus*, on se dit: comme c'est réjouissant que cette artiste vive à Québec! Pourquoi avoir choisi cette ville?

Jane - C'est une ville qui est très belle, inspirante et charmante. Moi, je viens de Moncton, ce n'est pas une vieille ville. C'est très inspirant d'être dans une ville qui a une histoire culturelle... et des loyers vraiment pas chers. En tout cas, à l'époque! Dans les années 2000, c'était moins cher ici que dans d'autres villes au Québec et au Canada. À Québec, aussi, il y a beaucoup d'artistes pas connus pantoute. Il y en a énormément en poésie, en arts visuels. Cette scène artistique, est peut-être mal connue, mais elle est là!

Nathalie - On sent dans tes chansons, un certain regard sur la ville et la vie de bohème.

Jane - Ça se peut... Québec est une ville où on peut avoir une certaine liberté, plus que dans une grande ville. C'est comme un sentiment de village. C'est ce qui est l'fun à Québec, c'est les quartiers centraux qui sont toujours très vivants. Tu peux vivre au centre-ville: aller à pied, chercher ton pain, tes légumes, ta bière. Dans plein de grandes villes, tu dois prendre ton char pour aller faire tes commissions... Cela existe encore les vies de quartiers, c'est tellement précieux. Je pense que c'est propice à développer les communautés artistiques. Les gens sont proches.

Nathalie - Lors de ton spectacle de juin dernier à L'AgitéE, tu as témoigné de ton attachement à cette scène, qui va bientôt disparaitre, où toi et tes musiciens vous vous êtes souvent produits.

Jane - *Terminus*, ça voulait dire plein de choses. Mais je voyais ça comme la fin d'une certaine époque. C'est vraiment un gros morceau, la fermeture de l'AgitéE. On s'est tous produit là, toute not'gang. C'était un bar pas comme les autres. Les gens qui travaillaient là étaient nos amis. Ils nous ressemblaient. C'étaient dans l'esprit anarchiste. Même si ça avait ses défauts, bien sûr, c'était le fruit d'un genre de fusion utopique. Mais, il y a de moins en moins de monde qui va voir des spectacles. Tout se trouve gratuitement sur internet...

Nathalie - Vous continuez tout de même à faire des spectacles...

Jane - Des fois je me dis, on va peut-être être les derniers à faire ça ou dans les derniers. On a l'impression, en quelque sorte, que cela devient un genre d'art traditionnel qu'il faut conserver. La tendance générale, c'est plus d'aller vers la technologie et les choses virtuelles. Nous, souvent, on a l'impression qu'il faut qu'on garde cette tradition-là parce que c'est important.

Nathalie - C'est ça l'esprit du folk?

Jane - Même aussi l'esprit du rock. Alors que la tendance c'est la musique faite par ordinateur. Les gens vont corriger avec les ordinateurs pour que ça sonne parfait.

Nathalie - Votre musique est-elle une forme de résistance à la culture dominante et, d'une certaine façon, aux productions plus commerciales?

Jane - La manière dont on travaille, toute la gang de Québec, on essaie vraiment de faire les choses plus naturelles, plus spontanées. Sur mon dernier album, on a fait le moins de corrections possible. Je sais qu'il y a plusieurs artistes à Québec qui travaillent dans ce sens-là. Faire comme dans les années 60 et 70, quand il n'y avait pas la technologie pour corriger les affaires. C'est ça la musique qu'on aime. On veut retrouver cet esprit-là.

Nathalie - Dans tes textes, dans l'écriture, il y a aussi cette recherche de la spontanéité?

Jane - J'attends d'être inspirée avant d'écrire les chansons. *Terminus*, c'est le fruit d'un travail personnel que je faisais sur moi-même. Souvent, pour moi, l'écriture va être le fruit de leçons que j'ai apprises dans ma vie. Faut avoir vécu quelque chose pour écrire...

Nathalie - La chanson *Effacer* semble avoir été écrite pour consoler quelqu'un qui souffre. Est-ce bien ça?

Jane - Il fallait que je reparte à zéro, intérieurement. Souvent, on a not' bagage, mais si tu veux passer à une autre étape dans la vie, il faut en laisser tomber. Il y a aussi la notion de pardon. Tout le monde a des blessures de l'enfance; cette chanson: c'est pas mal ça, se libérer enfin!

Portrait de Jane Ehrhardt, à son local de musique, rue Chénier. ILLUSTRATION HÉLÈNE MATTE

Nathalie - Tu parles de rupture, ce sont aussi tes premières chansons en français. Est-ce une autre forme de rupture?

Jane - ça faisait longtemps que je me disais: «je veux faire de quoi en français». Quand j'ai écrit ces chansons, c'était très vital comme truc. Il fallait que je fasse ça. Je venais juste de sortir un album en anglais deux mois avant. Je n'avais pas de plan, mais j'avais les chansons. Dans mon entourage, les gens m'encourageaient pour le faire, ils trouvaient ça bon. Avec ces chansons, je me sens vraiment plus proche de ce que je suis vraiment. Peut-être plus que dans les autres albums. Je ne renie pas ce que j'ai fait avant! Il y a des bonnes choses! Avec ces chansons en français, j'ai l'impression d'être allée aux sources.

Nathalie - La musique se compose-t-elle différemment sur des textes en français?

Jane - Pour la chanson *Terminus*, je me suis levée un matin et j'avais cette mélodie dans la tête. J'avais l'idée pour les deux premiers couplets. J'ai sortie mon enregistreuse. Souvent, ce sont des petits bouts de mélodie qui me viennent. Puis, après ça, je vais les retravailler pour trouver une structure: couplets, refrains. Sur mon 3e album, j'ai une chanson là-dessus qui dit: «les mélodies, ce n'est pas moi qui les ai écrites». Il y a tellement de mélodies... On a tellement écouté de musique, on a plein de mélodies dans la tête, anyway... On ne sait pas trop d'où ça vient...

Nathalie - Est-ce que tu comptes faire encore un autre album en français?

Jane - Je veux continuer en anglais aussi. J'aimerais ça pouvoir faire les deux. Je vais partir en tournée en Europe en novembre et décembre prochains et je vais chanter en anglais et en français: ça ouvre des portes. Je vais jouer dans de petites salles et dans des spectacles maison. En Europe, c'est la mode en ce moment. J'ai une amie en France qui travaille là-dessus. Les gens passent le chapeau... c'est très sympathique.

Nathalie - Cet été, pourra-t-on te voir en spectacle à Québec?

Jane - J'vais prendre une pause pour me ressourcer. C'est beaucoup, sortir deux albums en un an. Depuis que j'ai commencé en 2006, je n'ai jamais arrêté. Je joue dans plein de projets. J'ai envie d'arrêter une coup' de mois. Juste pour prendre une pause. Faire des activités normales! Ça vient que ça consomme toute la vie. Faut que tu travaille à côté, parce que ce n'est pas assez payant. Ça vient que je fais juste travailler tout le temps. Je n'ai pas écrit une chanson depuis un an. Pour être dans un mode de création, il faut avoir une certaine liberté. Il faut être dans un mélange de bohème où t'as pas d'horaire. C'est là que t'écris des chansons. C'est dans une autre partie du cerveau que ça se passe...

Nathalie - Il faut être disponible...

Jane - Il faut que ton esprit puisse aller partout. Ce n'est pas logique pantoute! Il faut que tu sois comme ouvert à toutes les idées qui passent. Je veux retrouver cet état!

Nathalie - puisque tu ne joues pas cet été à Québec, qu'est-ce que tu conseilles d'aller voir?

Jane - J'aime beaucoup *The Two Birdz*, un duo folk. Tout l'hiver, ils voyagent aux États-Unis, ils font des spectacles, du boxing (jouer sur la rue). Ils seront au *Festival Off*. Il y a aussi le *Spot*, au carré Lépine (au 707, rue Saint-Vallier Est). Il va y avoir des spectacles là, gratuits, tout l'été.

Dans le plus beau quartier de Québec: Limoilou
Il ne faut pas manquer Le Bal du Lézard
★ ★ ★ ★ ★ ★ ★
Baby Foot-Hot Dog européen-Bon choix musical-Ambiance sympa-Jeux de société-Plus de 20 sortes de vodka-5 à 7 tous les jours- Spectacles- Choix de bières importées et de micro-brasserie québecoise-7 bières pression-Cidre pression et bouteille! La place dans le quartier
Le Bar à Limoilou depuis ...1985
Le Bal du Lézard
1049 3ième Avenue
Québec, Limoilou, ☎ 529.3829

Une grande œuvre (enfin) poétiquement réparée !

Par Guy Sioui Durand

Au milieu des années quatre-vingt, une entité singulière fait surgir poétiquement l'audace comme art vivant dans la région de la Capitale nationale. Il s'agit du collectif *Réparation de poésie*. Jean-Claude Gagnon, alias « Beurk Tisselard, alias *l'Abobinable Homme des Lettres* », en est le mentor. *Réparation de Poésie* participe immédiatement à l'univers bouillonnant de l'art actuel, en réseaux interrégionaux et internationaux. Performances, installations, œuvres in situ, collages, art postal et poésie sonore font exploser d'indiscipline la créativité. Cette trame définit, jusqu'à aujourd'hui, la posture de Québec comme carrefour incontournable à l'échelle mondiale.

Musicien rockeur, poète performeur, artiste visuel et bédéiste, chroniqueur et commissaire, Gagnon ouvrira des espaces artistiques de poésie et d'art postal démocratiques ouverts à tous. Trente ans plus tard, j'ai ressenti ce même esprit lors de la soirée Faubourg en poésie, à la Librairie Saint-Jean-Baptiste, en mai 2015.

Rockeur

Musicien rockeur, il est « Œil de ronde », l'harmoniciste de *Carnivore*, meilleur groupe rock de la région de Québec, en 1980. Il joue avec Michel Vachon (base), Jos Liqueur (sax et voix), Robert Charbonneau (drum et voix) et son complice de toujours, Denis Belley (guitariste).

Poète performeur

Jean-Claude Gagnon, alias Beurk Tisselard, va puissamment développer un style unique pour l'art action, enferrant musique, poésie sonore et art performance, défonçant les limites de l'oralité artistique. Il sera présent sur les scènes alternatives locales et internationales au fil de complicités avec les Jean-Claude Saint-Hilaire, Pierre-André Arcand, Alain-Martin Richard et Richard Martel – et ses participations ponctuelles au collectif Inter/Le Lieu. Sa prestation chez *Obscure* en 1986, avec son « Beurkophone » et la machine à déchiqueter les mots, demeurent dans les mémoires. Dix ans plus tard, en 1996, on retrouvera un Beurk Tisselard « technonature » sur toutes les scènes. Des anthologies italienne et russe de poésie lui font écho. En 2001, il triomphe en finale des performances lors de l'événement Latinos del Norte au Centro X'Teresa à Mexico, soulevant une foule mexicaine survoltée.

Artiste visuel et chroniqueur

Bédéiste et chroniqueur, on lui doit de formidables montages/collages de poésie visuelle, des bandes dessinées de Pincevent (Jean-Claude St-Hilaire), fidèle de Beurk Tisselard, et surtout la chronique sur plus d'une décennie de *l'Abobinable Homme des Lettres* dans la revue Inter, art actuel.

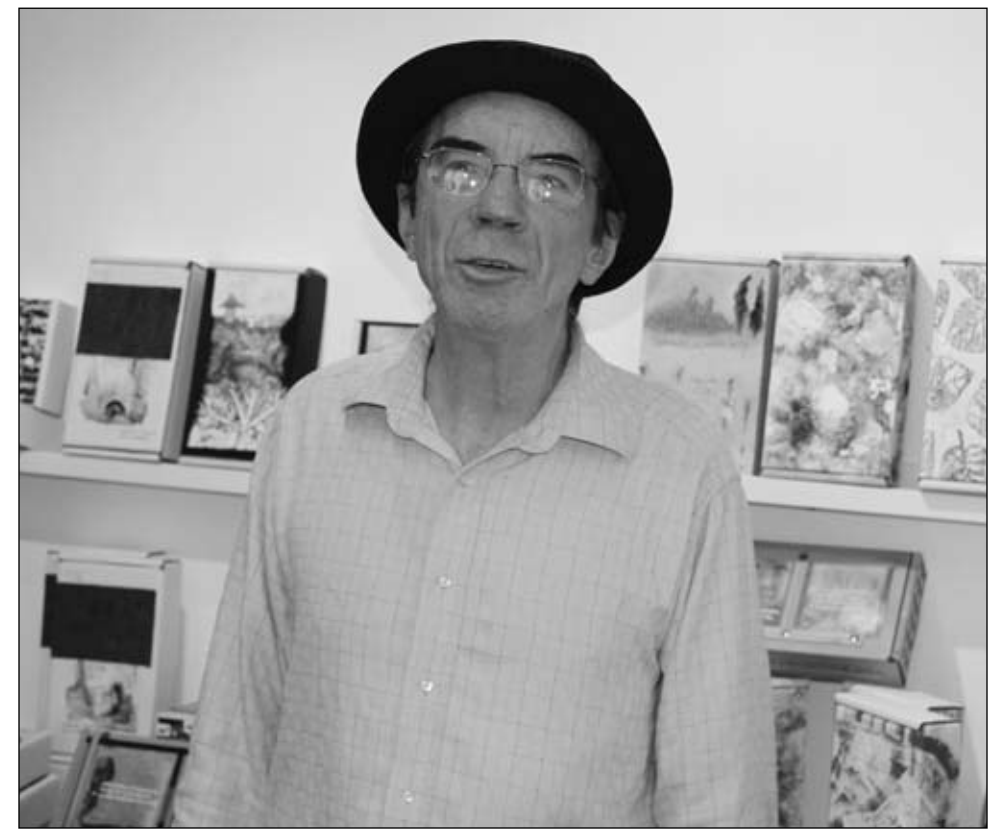
La Réparation de poésie : entre béton urbain et formalisme rural

L'énigmatique poète a soutenu un espace de création prolifique par ses nombreuses soirées de Réparation de poésie en ville, et ses ateliers de Poésie/Nature à la campagne. D'une part, Beurk Tisselard a organisé des événements de Réparation de Poésie dans plusieurs centres tels que l'Oeil-de-Poisson, Regart, la Maison Hamel-Bruneau, l'université populaire de l'îlot Berthelot du quartier Saint-Jean-Baptiste, et surtout au *Lieu*, centre en art actuel. Telle une légende, il avait répondu présent avec ses amis Hugo Chouinard, André Marceau et Hélène Matte à l'Îlot Fleurie, en 2000, pour la soirée Poésie Béton dans le cadre de l'événement *Émergence. Art social*, dont j'étais le commissaire invité. Le journal *Droit de parole*, avait alors couvert la soirée. Souvent jumelés à des expositions et discussions, ces événements portaient des titres inouïs (ex. : La station-se(r)vice du poète). Gagnon, créant de tels espaces ouverts, surtout aux jeunes et pour toutes formes de poésie vivante, se fera ainsi le propagateur de la poésie éclatée dans les quartiers Saint-Roch et Saint-Jean-Baptiste. D'autre part, partisan d'un « formalisme rural », Gagnon sera à l'origine des fameux ateliers Poésie/Nature à la campagne, à Inverness. Formule unique dans le paysage de l'art québécois – où participeront de prestigieux artistes rebelles, dont Itsvan Kantor Monty Cantsin –, l'édition de mai 1996 sera mémorable comme espace poétique déterritorialisé soudant subversion des mots et sons dans le terroir.

L'art postal : du bricolage à l'ère numérique

Archiviste, et chef de file de réseautages d'expositions de haut calibre d'art postal, on lui doit notamment la première *Rencontre Internationale d'art postal* dans la région, en 1994. Rappelons la magnifique exposition de plus de 500 œuvres d'art postal à la Bibliothèque Gabrielle Roy, pour la Manifestation Internationale d'art de Québec, en 2003. Chaque œuvre y faisait voyager quelque part, tout en désacralisant et démocratisant l'activité créatrice. « La Réparation de poésie et son médium principal l'art postal », avait-il confié, « c'est une façon personnelle, chaleureuse et facilement accessible qui s'offre aux artistes du monde entier pour communiquer entre eux ». Avec plus de 500 adresses de par le monde et plus de 1000 documents (revues, magazines, œuvres, timbres, œuvres miniatures, cartes postales, etc.) engrangés c'est, grâce à Jean Coulombe, une présence sur Internet, le « garage central de la réparation de poésie ». Et il faut compter les vingt-six livres d'artistes assemblés et publiés, dont certains sublimes !

Bravo à mon complice poète sur les routes de l'art. Il n'y a pas d'autre alternative !



Jean-Claude Gagnon, l'*Abobinable homme des lettres* de Québec. PHOTO COURTOISIE

Trente ans de poésie

Par Jean Coulombe

Aujourd'hui, l'homme arpente à pas hésitants les rues de son quartier, le faubourg Saint-Jean-Baptiste à Québec. Les gens le dévisagent parfois, le croyant à tort en état d'ébriété. Or, Jean-Claude Gagnon est plutôt atteint de la maladie de Huntington, une maladie dégénérative rare affectant l'ensemble de ses mouvements. Chaque jour se présente donc comme un combat pour rester mobile et demeurer alerte. Il refuse de se cloîtrer chez lui, même s'il dit craindre un peu les grandes foules; mais, son sourire reste son meilleur passeport et la création poétique, la musique et l'art demeurent ses armes de choix.

Aussi connu sous le surnom de *L'Abobinable Homme des Lettres*, Jean-Claude continue d'exercer ses disciplines en dépit des embûches. Comme il le dit lui-même: «Je vais créer jusqu'au bout et mourir en créant». À ses yeux, le passé est seul garant du présent et l'aide à s'y accrocher. Le fait de continuellement se nourrir de culture constitue, selon lui, son principal médicament.

Jean-Claude Gagnon est né en 1947; son père était garde-forestier. Il a passé toute son enfance en forêt, y recevant même son éducation primaire. Il est depuis sorti du bois, mais on dit que le bois n'est jamais sorti de lui et la poésie non plus! Un long parcours l'attendait.

Après l'abandon de ses études secondaires, suivent quelques années d'errance à Montréal à la fin des années 60. Il entre ensuite au CEGEP à Jonquière, puis entreprend des études en philosophie à l'Université Laval. Il avait, entretemps déjà amorcé ses expériences artistiques et musicales. Depuis son arrivée dans la région de Québec dans les années 70, il constitue une véritable dynamo artistique pour la scène musicale alternative et l'art contemporain de la Capitale.

Un poète rocker

D'ailleurs, comme le souligne Guy Sioui-Durand, J.-C. est un rocker d'exception. Son complice Denis Belley, musicien, poète et accompagnateur depuis les 37 dernières années nous rappelle que Jean-Claude fut aussi un personnage et un parolier, subversif autant qu'ironique, au sein du groupe *Carnivore*. Il aimait bien se déchaîner sur scène, souvent déguisé en explorateur de la jungle, lors de spectacles qui ont marqué la scène locale. Qui d'autre que J.-C. aurait pu chanter, un soir de parade du Carnaval de Québec: «Carnivore Carnivore Carnivore à Québec c'est tout un rôti de porc». Denis a d'ailleurs accompagné Jean-Claude au sein de ce groupe mais aussi dans le cadre de diverses performances artistiques et de lectures de poésie, et il continue de le faire. Des influences de Zappa, de *Captain Beef Heart,* même si les gens voyaient en eux un groupe punk, *Carnivore* était vraiment un groupe inclassable, et les paroles de Jean-Claude ajoutaient une touche de poésie surréaliste et humoristique.

L'Abobinable Homme des lettres offre toujours de solides performances poétiques, comme l'année dernière au Festival international de musique universelle à Trois-Rivières, ou lors des soirées *Faubourg en poésie* (organisées chaque troisième vendredi de chaque mois par *Réparation de poésie*, à la Librairie Saint-Jean-Baptiste). Il s'accompagne à l'harmonica, récite ses textes incomparables, parfois soutenus par des projections vidéos, laissant ainsi le public ébahi qui en redemande... Un vidéo-poème de lui fut même présenté au Panorama de la Vidéo-poésie du Québec au dernier Festival de poésie de Montréal en mai dernier.

J.-C. a aussi réuni, loin des subventions et de la reconnaissance publiques, un vaste réseau international de Mail-Art qui a produit depuis 30 ans plus de 25 livres d'art générant un vaste rayonnement méconnu de plusieurs, mais qui a néanmoins mené l'art postal à un sommet. Les participants, tant locaux qu'étrangers, font parvenir leurs œuvres d'art et leurs poèmes qui seront ensuite distribués dans une quarantaine de boîtes, peintes par des artistes différents. En retour, chacun des participants reçoit un « livre-boîte » illustré contenant l'ensemble des œuvres. Il s'agit d'une réalisation remarquable qui contribue à l'international au rayonnement artistique de la région de Québec.

Lancement de la 26e édition

Réparation de poésie prépare d'ailleurs sa vingt-sixième édition cette année. Le six août prochain, au Centre d'art actuel le Lieu à Québec, aura lieu le vernissage de l'exposition du 26ième Livre de *Réparation de poésie* « Mémoires en réparation », accompagné d'une rétrospective des livres précédents et d'une installation vidéo. Une soirée de performances poétiques réunissant collaborateurs actuels et passés soulignera ce remarquable exploit artistique.

JACQUES PARIZEAU, je l'aimais beaucoup dans le film documentaire de Simon Beaulieu, *Godin*.

Dans ce film d'un jeune réalisateur, né après les premiers pas de la Révolution tranquille, Parizeau raconte ce que c'était pour lui de côtoyer un politicien beaucoup plus marxiste et rebelle que lui, Gérald Godin. Il raconte Godin avec amour. Il raconte Godin avec une voix rythmée, une voix dramatique.

ET CE PRINTEMPS, le parti de ces deux hommes, le Parti québécois, s'est choisi comme chef un milliardaire, un homme célèbre pour ses cassages de syndicats.

C'est quoi l'idée ? L'idée semble être que Pierre Karl Péladeau est riche et plein de succès, alors sa richesse et son succès vont être transmis à la cause de l'indépendance du Québec. Mais le parti a toujours parlé d'une indépendance socialement démocratique. Péladeau *fitte pas*. Moi, mon intuition est que cette mal-adaptation de l'homme à la tâche va avoir raison de sa plongée en politique. Qu'il ne convaincra pas le peuple. Qu'il ne deviendra pas premier ministre. Qu'il ne conduira pas le pays à l'indépendance. Que la tâche restera à accomplir par d'autres.

LA SOCIOLOGIE de la tradition social-démocratique au Québec est une grande question. Qui est rarement étudiée. Cette sociologie change, je pense, mais comment change-t-elle ? Nos outils des années 1970 sont-ils adéquats pour *voir* ce qui se passe ? J'ai décidé ce mois-ci d'essayer d'explorer ces nouvelles réalités. De faire un tour en territoire inconnu, jusqu'aux gazons de Charlesbourg.

La social-démocratie, c'est la gauche modérée. Elle combat, mais dans les formes, en respectant les droits. Elle cherche à réduire les inégalités, et elle entreprend, habituellement, pour ce faire, de construire un réseau de services à la population. Ces services sont étatiques, mais la social-démocratie encourage aussi les coopératives et les initiatives dans les communautés. Parfois elle crée des industries nationalisées, parfois moins. Un système public de santé a été le couronnement de ce courant politique dans beaucoup de pays. Mais de nouvelles inventions sont toujours les bienvenues.

DANS NOTRE VIE, c'est le Parti québécois qui a le plus représenté notre version de la chose. « Social-démocratie » est entré dans le vocabulaire du parti, mais lentement. Lévesque, le fondateur, était souvent perçu comme un social-démocrate même quand il faisait *Point de mire*, en 1957, mais il utilisait rarement le mot. Lévesque soulignait la *souveraineté* en fondant son parti, il a imposé ce mot. Il soulignait aussi les relations *cool* avec les Anglophones et le Canada anglais. Mais petit à petit, en voyant la législation de son gouvernement, protection des terres agricoles, loi anti-scabs, assurance automobile, on parlait d'un climat social-démocrate. Rendu à Parizeau (1990), Landry (2000) et Marois (2013), le mot était accepté.

Vanté, même. La popularité de ce parti semblait signifier que l'esprit de la Révolution tranquille persistait, que la social-démocratie était dans la culture.

C'est contre cela que le néo-libéralisme québécois a commencé à réagir, vers 1999. Comment le situer ? Choisis un moment. La montée du Cirque du Soleil : une merveille québécoise qui était une entreprise privée ? Ou alors l'apparition de l'expression « le sacro-saint modèle québécois » ? On n'avait pas beaucoup parlé d'un *modèle québécois* avant ça… l'expression a été forgée pour y coller le mot *sacro-saint* et pour s'en moquer.

COLLAGE, MALCOLM, 1984

J'ai un ami, Ontarien d'abord et plus récemment Américain, qui a décidé de venir au Québec, à l'âge de 55 ans – parce qu'il voit la persistance d'un esprit social-démocrate ici. Il y croit. Il essaie de devenir Québécois, pour y participer.

Mais il ressent des changements autour de lui. Un premier référendum souverainiste a obtenu 40 %, un second 49 %. Il n'y en a pas eu depuis, et les changements se poursuivent. La banlieue explose et le Québec est davantage une société de classe moyenne.

EN BANLIEUE, la social-démocratie est-elle présente ? La grande affaire ! L'élection fédérale de 2011 a vu apparaître une nouvelle forme, une forme qui cherche un lien avec le Canada anglais. Si l'indépendance ne se fait pas, une exploration des forces parlables au Canada anglais semble, pour beaucoup des gens ordinaires, une chose à faire. Le Bloc québécois, auxiliaire fédéral du Parti québécois, a faibli. Et le Nouveau Parti démocratique a essaimé.

Ce parti avait vécu un demi-siècle comme parti entièrement anglo-canadien. Désormais, il était la voix du Québec français à Ottawa. Quand, soudainement, son chef est mort… le parti s'est choisi un chef québécois.

« Je n'ai pas voté à cette élection, m'a dit un ami de Charlesbourg, mais mes enfants ont voté. Et tous ont voté orange ! Ouais. Ils ont voté Nouveau Parti démocratique. Et tu sais, depuis leur élection je trouve qu'ils ont fait une maudite belle job, les Néo-démocrates. »

Une autre amie avait quitté Charlesbourg pour se rapprocher du centre-ville, elle a voté à cette élection-là, dans Limoilou.

« Je suis une souverainiste molle, je dirais. Mais je travaille dans les transports en commun. Et jamais je ne voterais à droite. Alors oui, j'étais dans la vague orange. Et Raymond Côté s'est révélé un député énergique. Quand la poussière de métal a envahi le Vieux-Limoilou, il s'est impliqué. Il a convoqué des réunions, il a parlé avec le monde, il a parlé en chambre. J'ai remarqué aussi que, quand un de mes collègues a passé d'immigrant à citoyen, M. Côté lui a envoyé un questionnaire: *Quelles sont vos préoccupations ?*, lui demandait-t-il. »

Côté et les autres députés néo-démocrates ont reçu très peu de couverture de presse. Ils n'avaient pas un Amir Khadir pour forcer l'attention. Et il en aurait fallu un, car notre intelligentsia médiatique était très dépitée par l'apparent éloignement du peuple avec le thème indépendantiste.

Des Québécois francophones avaient beaucoup participé à la fondation du NPD, en 1961. Michel Chartrand était là, au congrès d'Ottawa, et Roger Provost, et Claude Jodoin, et Gérard Picard. Ils ont aidé à choisir le nom Nouveau Parti démocratique. Ils ont aidé à choisir Tommy Douglas, premier ministre d'un gouvernement social-démocrate en Saskatchewan, qui venait de lutter pour créer le premier système d'assurance-santé au Canada, comme chef de la nouvelle formation … C'est que l'idée indépendantiste n'était pas encore vraiment née, au Québec. Lesage et Lévesque réformaient les choses depuis un an. Libéraux, ils étaient.

Et ce NPD naissant était gagné à l'idée d'un Canada de deux nations. Il espérait être un des grands rouages de la Révolution tranquille qui s'en venait. (Une trace reste de cette pensée dans le parti actuel : c'est la *Déclaration de Sherbrooke*, qui reconnaît le droit du Québec à l'autodétermination… et à l'indépendance, même.)

Mais l'idée de l'indépendance a émergé. Elle a capté toute cette énergie radicale. Moi – qui avais des racines socialistes, dans une enfance canadienne-anglaise dans la banlieue ouest d'Ottawa – j'ai lu la revue *parti pris* en 1963, et je n'ai plus milité au NPD. J'étais persuadé que jamais ce parti serait plus qu'une modeste force, au Québec. Au Québec, indépendance et socialisme allaient ensemble.

En mai 2011, donc, je vote Christiane Gagnon, et quand je me réveille, j'ai Annick Papillon comme députée. Jack Layton avait exercé sa magie. Les Québécois, apparemment, avaient gardé les Néo-dems en réserve, pour le moment où ils seraient tannés de tous les autres.

Du métal à l'animal

Par Louise Chouinard

La Maison Hamel-Bruneau présentait ce printemps, Don Darby, *L'homme et la matière*, Rétrospective 1964-2015. L'occasion rêvée pour revisiter la vie et l'œuvre du sculpteur.

Enseignant au Cégep de Sainte-Foy pendant 26 ans, Don Darby a formé de nombreux jeunes artistes. Sa passion pour la sculpture l'a amené à manier l'acier avec une force créatrice hors du commun. Il a plusieurs sculptures publiques à son actif, dont *Flic-Flac* (1986-1987) devant l'Hôpital de l'Enfant-Jésus à Québec. Avec des tubes en acier inoxydable, *Flic-Flac* matérialise le mouvement d'une gymnaste olympique.

L'homme, né à Montréal en 1937, a grandi à Baie-Comeau sur la Côte-Nord. Il a fait ses beaux-arts à Montréal et s'est très tôt passionné pour l'archéologie. Sa récente exposition a permis de découvrir sa version de l'Homme de Pékin (1989) et de la Femme de Pékin (1993). Œuvre pivot, ce couple âgé de 780 000 ans a beaucoup inspiré Darby. À même le visage de ces deux personnages préhistoriques en acier soudé, il martèle comme sur une enclume des dizaines de masques dans divers métaux.

La rétrospective, signée par la commissaire Hélène Matte, dévoile aussi son abondant bestiaire. Rhinocéros, éléphants, fauves et primates aux regards profonds nous interpellent. Leurs expressions et leurs mouvements semblent surgis des étendues sauvages. La forme et les traits sont précis et délicats. Il les recrée de mémoire, après les avoir maintes fois dessinés. Il les assemble patiemment avec son pistolet MIG (Metal Inert Gas), qui n'a plus de secret pour lui.

Don Darby à l'îlot Fleurie

Complice de la première heure de l'artiste peintre et sculpteur Louis Fortier (1947-2000), il contribuera par ses œuvres et sa présence, aux côtés de Henry Saxe (1937), Irénée Lemieux (1931-2005) et de nombreux autres artistes, artisans et citoyens, à la réhabilitation de « Plywood city » du quartier Saint-Roch alors à l'abandon. Ainsi est né l' Îlot Fleurie. Les résidents de Saint-Roch appelaient ainsi la rue Fleurie et ses alentours en raison des nombreuses maisons placardées de contreplaqué et vouées à la démolition.

Initié par des femmes en 1991, ce mouvement populaire tiendra de nombreuses performances artistiques. L'Îlot Fleurie survivra pendant 16 ans et chemin faisant, devra déménager sous les sinistres bretelles de l'autoroute Dufferin-Montmorency, qu'il réussira grandement à humaniser avec un jardin de sculptures.

À la faveur de la nuit, pendant le Sommet des Amériques en 2001, plusieurs sculptures de bois de l'Îlot sont brûlées. Celles en acier, dont quelques-unes signées Darby seront finalement, pour plusieurs, jetées au dépotoir sur ordre de la Ville de Québec, pressée de dérouler le tapis rouge au Cirque du Soleil qui occupera les lieux pendant 5 ans.

À la bibliothèque Gabrielle-Roy de Québec, une sculpture mobile de Darby sera pillée également, vers 1995, pour la valeur de revente de l'acier inoxydable, évaluée à 200 $. N'empêche, plusieurs de ses œuvres enrichissent désormais des collections privées et publiques, notamment celle du Musée national des beaux-arts du Québec. Leur pérennité est assurée.

De plus, quelques sculptures subsistent dans Saint-Roch, au pied de la falaise et à l'est des bretelles. Elles témoignent discrètement de la fabuleuse aventure de l'Îlot Fleurie. Leur mise en valeur serait un juste hommage à ces pionniers avant que le poids des années ne vienne museler ces valeureux témoins. Pour le moment, elles sont maintenues en vie, à compte d'auteur.

Chronique d'ébauches brutes

Sur mes phares écroulés

Par Michaël Lachance

Docteur me file le lait. Dans les lointains, un nuage, un merveilleux nuage; le bleu du ciel, le fleuve à l'assaut du temps qui passe, mon café corsé. Légèrement amer. D'un trait, je me lève, je pointe du doigt la pente à gravir, doc me suit péniblement. La veille à boire lui a fendu le crâne. Une chape de plomb ou un casque d'airain, il porte son corps comme s'il menait un insoutenable combat contre lui-même. Bientôt au Boisé Marly, une encablure et la frênaie se déploient, doc met le pied sur une talle d'ail des bois, je lui crie «*stop!*», il me toise avec ce regard hagard de coutume après une cuite bien sèche. Le Ministère du Revenu à nos sandales, les fonfons jacassent, les oiseaux étourdis par le bruissement des soupirs, des fausses étreintes, les autobus qui vrombissent au carrefour giratoire, l'ennui guette la place et mon vieil ami traine de la patte. Après avoir longé les allées, nous voilà devant un Métrobus impatient. De fait, un chauffeur blasé qui veut payer ses impôts, rentrer à la maison et profiter de sa piscine hors terre, confortablement couché sur le coussin de son crédit tout en soumettant son oreille aux coprolalies de Jeff Fillion, ce personnage anachronique muré dans le village banal des ostrogoths. En effet, il mange ses croutes en gavant d'excréments le prolétaire à la petite cuillère.

Ce papotage d'ombres, et l'or où nagent tes entrailles noires

— Antonin Artaud

Se tenir debout, pour doc et moi, relevait de la condition sine qua non pour avancer encore et chaque fois toujours. La conjoncture de nos existences errantes est une fuite devant nos chimères dissolues par la littérature, le caoua et l'alcool. Cela dit, une grabataire, par-derrière l'antre du chauffeur, croupissant sous les sacs Dollarama, assiégeait le banc des mongols. Elle ne daigna pas même nous dévisager. Pas même après moult palabres intempestifs, pas même après lui avoir crié de tout mon for un bout' de poème amérindien:

«Je suis les mille vents qui soufflent,
Je suis le scintillement des cristaux de neige,
Je suis la lumière qui traverse les champs de blé,
Je suis la douce pluie d'automne,
Je suis l'éveil des oiseaux dans le calme du matin,
Je suis l'étoile qui brille dans la nuit!»

Visiblement, la parque a qu'à gésir! Sa complexion valétudinaire ne ment pas. Cette égrotante aux mains décaties par le labeur salé. Cette vieille au teint pâle d'une grande noirceur. Cet amas de chairs et d'os, cette vieille cacochyme, elle m'indiffère; et elle me rappelle un poème de Beaudelaire. Sans doute est elle trop occupée à dépenser ses modestes deniers pour pallier un trop-plein d'amour, que le temps a évanoui. Bien sûr, il fallait des enfants en souffrances, ce monde lui devait bien quelques babioles. Doc me prit par le bras et, de sa grosse main de chirurgien radié, m'entraina vers la sortie. Tous azimuts, j'eus droit à ma volée de bêtises. Le populo laborieux n'aime pas ma poésie, voilà pourquoi j'en crie à tout bout de champ. Ce bus mandait un mot, placardé de tous bords par des affiches publicitaires criardes; de tous ses muscles avachis et lâches, il criait un nom, un seul, qu'on voyait topographié à tous les pieds: LIBERTÉ!

«Brisons les chaines du silence!»: criais-je une dernière fois avant de quitter ce purgatoire motorisé.

Plantés comme deux vieux chênes devant les tours de Cominar, le zénith cognait sur nos tronches défaites, un restaurant parisien au bas de la tour jumelle, d'un pas incertain et sans regarder, droit devant, nous avons traversé le boulevard Laurier. Dans ce boui-boui qui n'a de parisien que le nom, je commandai au serveur une bouteille de Saint-Chinian. Ce dernier quitta la table avec un léger rictus en balbutiant quelque chose comme: «*Il doit bien être midi à Paris!*» Doc se retourna violemment, et, rarement l'ai-je vu aussi énervé. Il éructa: «*NON! À Paris, il est 18 heures... effronté!*» On lampait nos verres tout en s'horrifiant de cette déco, de ce design fastoche quelque part entre le kitsch et la décoration Ikea. Le serveur s'empressait de remplir nos verres, j'en profitai pour m'enquérir: «*qui est propriétaire de* Cominar, *mon faquin?*». Il sembla hésiter. La coutume. Un employé sait rarement qui l'exploite. Il cria en direction du bar. Le barman dit: «*Michel Dallaire, me semble?*». Je lui fis signe de déguerpir de la main, il sembla aussi offusqué qu'un chien à qui on ordonne de rester couché.

Alors que doc s'essuyait les mains dans la toilette – il en profitait pour se laver entièrement –, j'empruntai le téléphone de la réception et je composai le 418 670-9099.

La réceptionniste enjouée:

« Radio NRJ, comment puis-je vous aider?
– Mettez le feu à la station, ça sera ça de fait pour l'humanité!
– Vous plaisantez, Monsieur?
– Pas vraiment, mais passons. Je veux parler à MONSIEUR Jeff Fillion.
– C'est à quel sujet?
– La liberté
– Euh... un instant, je vais voir s'il est en ondes.»

Je patientais tandis que doc, tout frais sorti des toilettes de *Cominar*, me cherchait. Il fouilla du regard dans la salle, je lui fis un signe, il plaça son index sur sa lippe inférieure pour me montrer qu'il allait en fumer une. Je lui criai du fond du bar: «*mets ton chapeau et allume un feu de joie, avec tout ce vent, gracieuseté de* Michel Dallaire, *nous serons troglodytes avant que tu aies allumé quoi que ce soit!*». Le barman semblait s'impatienter. Une voix monocorde, comme un la3 français, à 440 vibrations secondes, une tonalité de manœuvre habituelle aux lignes téléphoniques endormies ou mortes:

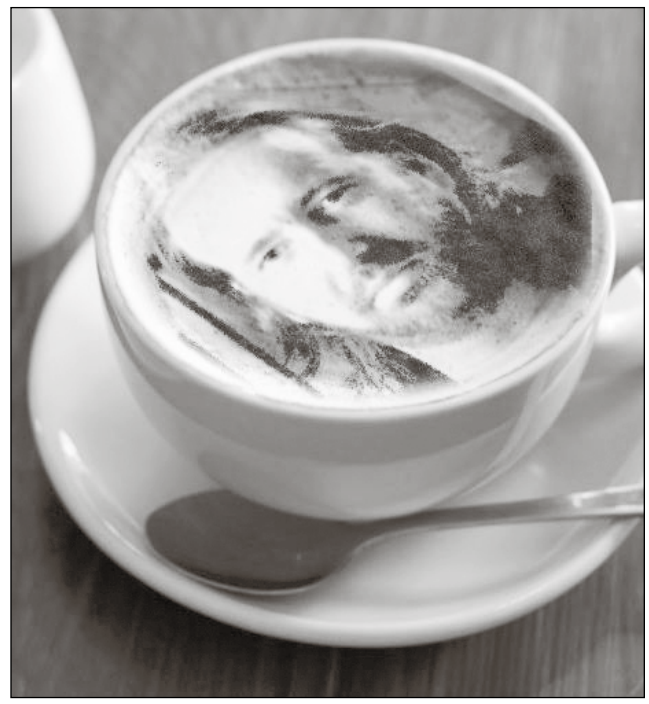


PHOTO PIERRE OUIMET — MONTAGE HÉLÈNE BEAULIEU

«Ouais âllo!
– Jeff??
– Moi-même.
– On dit Ra-ïf Ba-da-wi.»

Encore ce foutu la_3 d'invitation, je pitchais le combiné sur le bar. J'appelai un double *Suze* et le serveur me fixa de ses yeux radio x sans bouger. Ce vide m'indisposait, je répétai:

«Double *Suze* avec un chaser d'*Henniez* sur glaces!
– Je pense qu'on n'a pas ça.
– Un Grill de Paris, ici?
– Ouais.
– *Le Phare*, c'est le nom que *Cominar* veut donner à son projet stupide?
– Bein, stupide, c'est quand même un investissement important pour la région de Québec.
– C'est donc *Le Phare*, le nom?
– Euh.... Oui!
– Commencez par offrir du Suze et ôtez vos décorations de tours Eiffel en plastiques dehors. Vous serez plus crédible.»

Je retrouvais doc devant la tour d'entrée, on fixa les voitures un instant:

«Qui a payé la facture?
– Michel Dallaire.
– Et le pourboire?»

On appela un taxi, direction NRJ...

biblio terre

Les AmiEs de la Terre de Québec | www.atquebec.org

Le terrorisme comme propagande

CHOMSKY, Noam et VLTCHEK, André
Traduit de l'anglais par Nicolas Calvé
L'Occident terroriste
Éditions Écosociété
Année : 2015
176 pages

«Il y a assurément deux façons d[e] parler [du terrorisme], car le terrorisme n'est pas considéré comme tel lorsqu'il est pratiqué (et sous une forme nettement plus meurtrière) par ceux qui, de par leur pouvoir, sont parés de vertu.»

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le colonialisme et le néocolonialisme occidentaux ont causé la mort de 50 à 55 millions de personnes, le plus souvent au nom de nobles idéaux comme la liberté et la démocratie. Pourtant, l'Occident parvient à s'en tirer en toute impunité et à entretenir, aux yeux du reste du monde, le mythe voulant qu'il soit investi de quelque mission morale. Comment y arrive-t-il?

Dans ce livre d'entretiens, Noam Chomsky et Andre Vltchek démontent la puissance de cet appareil de propagande qui permet à l'Occident de dissimuler ses crimes et le rôle véritable qu'il joue dans le reste du monde. S'ouvrant sur l'histoire du kiosque à journaux de New York où le jeune Chomsky a commencé à faire son éducation politique, leur discussion s'élargit progressivement sur des sujets tels que les bombes nucléaires larguées sur Hiroshima et Nagasaki, la guerre froide, les mésaventures étatsuniennes en Amérique latine (Salvador, Nicaragua, Guatemala, Chili, Cuba), l'Inde et la Chine, l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie, les attentats du 11 Septembre, l'invasion militaire de l'Irak, le Printemps arabe, le fiasco de la Lybie et de la Syrie, ainsi que la guerre des drones.

À travers ce survol, les auteurs critiquent de façon magistrale l'héritage funeste du colonialisme et l'exploitation éhontée des ressources naturelles de la planète exercée par l'Occident. Ce livre d'entretiens est augmenté de deux articles qu'ils ont publiés dans la foulée de l'attaque contre l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo, à Paris, en janvier 2015, dénonçant l'hypocrisie occidentale vis à vis d'un terrorisme qu'il a largement contribué à développer.

Renouveler le syndicalisme

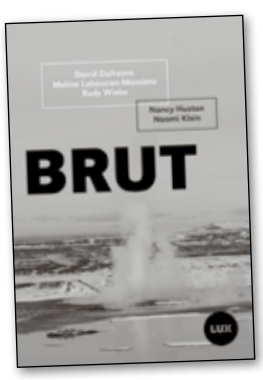
Où s'en vont le mouvement syndical et la société québécoise? Pour les auteur(e)s du présent recueil, la pertinence de ces questions ne fait pas de doute en ces heures d'austérité politique et économique. Jadis acteur important du progrès social, le mouvement syndical donne cependant l'impression d'être aujourd'hui à la remorque des décisions prises dans les parlements et les places boursières. Comment donc insuffler au syndicalisme un vent de renouveau? Dans quel état se trouve-t-il et quelles sont les avenues à envisager pour lui redonner sa force de changement? Voilà ce à quoi tentent de répondre les différent(e)s intervenant(e)s réuni(e)s ici – provenant autant des milieux syndical, politique, intellectuel que militant – dans ce qui prend la forme d'une vaste réflexion collective.

Après avoir diagnostiqué les écueils avec lesquels le mouvement syndical doit composer – idéologie néolibérale, mondialisation, démobilisation sociale, contraintes législatives et juridiques, animosité médiatique, etc. –, les différent(e)s auteur(e)s du livre y vont de leurs propres propositions pour renouveler la lutte syndicale et lui permettre de renverser les grandes tendances socioéconomiques à l'œuvre actuellement. Priorisation d'une réforme démocratique, intégration du paradigme écologique, pratique d'un syndicalisme de transformation sociale, réaffirmation du droit de grève, réhabilitation du concept de «grève sociale», renforcement des pratiques démocratiques internes, défense de la diversité médiatique et intégration des jeunes et autres laissés-pour-compte de la société, voilà autant de pistes soumises à la réflexion.

Proposer un syndicalisme renouvelé, c'est aussi réagir à des décennies de critiques à l'endroit de la supposée «mainmise du mouvement syndical» sur la société québécoise et répondre aux nombreuses allégations selon lesquelles celui-ci ne cherche qu'à protéger l'incompétence et à figer le Québec dans un état appartenant à une époque révolue. Le mouvement syndical peut et doit encore œuvrer au développement d'une société où la solidarité et la justice sociale ne sont pas que des mots creux, mais des valeurs au cœur d'un réel projet de société.

TRÉPANIER, Samuel et al.
Renouveler le syndicalisme
Éditions Écosociété
Année : 2015
296 pages

Brut : le pétrole et l'Alberta



DUFRESNE, David et al.
Brut : le pétrole de l'Alberta
Éditions Lux
Année : 2015
112 pages

Fort McMurray, dans le nord de l'Alberta, est une ville-champignon au milieu d'un enfer écologique où des travailleurs affluent de partout, attirés par les promesses de boom économique. L'or qu'ils convoitent : les gisements de sables bitumineux, le pétrole le plus sale qui existe, le paroxysme du délire extractiviste.

Fort McMurray n'est qu'une version hypertrophiée de notre culture

— Naomi Klein

Brut réunit les voix de celles et ceux qui ont vu de près cette catastrophe : Melina Laboucan-Massimo, militante amérindienne, décrit la terre où elle est née et le jour où le pétrole s'y est répandu; David Dufresne brosse le portrait des personnages de ce nouveau Klondike; Nancy Huston raconte un effrayant séjour dans son Alberta natale, puis discute avec Naomi Klein de la misère culturelle liée à ce ravage écologique. En guise de coda littéraire, une nouvelle prémonitoire du romancier canadien Rudy Wiebe, inscrit Fort Mac dans l'atlas des lieux du désastre.

Renauderie

Le stade municipal

Il ne me sert à rien de vous cacher mon amour du baseball. Tôt ou tard, je donnerais à titre d'exemple l'impressionnante moyenne de présence sur les buts en carrière de Ted Williams (.482), afin de rehausser mon propos et cela en viendrait à me trahir. Je ne m'entêterai pas non plus à vous convaincre des attraits de ce sport *plate*. Car je compatis tout à fait à votre incommensurable ennui lorsque, dans quelque salle d'attente, vous vous résignez à regarder un match pendant vingt minutes sur la télé à gros câble. En vérité, je vous le dis, pour aimer le baseball, il est conseillé de ne pas écouter de joutes à la télévision (l'été est arrivé, je vous conseille plutôt d'aller jouer dehors). Il est de loin préférable de se les imaginer, de suivre les statistiques dans le journal du lendemain et d'être à l'affût des sites de faits saillants sur le web. C'est amplement suffisant. Cependant, aller au Stade municipal, deux ou trois fois par année, est un peu un devoir que tout bon amateur de baseball se doit d'accomplir pour mettre de la chair autour de l'os (et profiter de l'été parce que, quand même, ça se passe dehors).

Aller au stade serait également la meilleure façon pour vous d'approcher le baseball (si je vous vouvoie, ce n'est pas tant par politesse que parce que je sais que vous êtes nombreux à n'en avoir rien à cirer). Quelques mises en garde sont cependant à considérer afin de ne point vous effaroucher. À un certain moment, il sera question d'une pizza à gagner pour la section des estrades qui crie le plus fort et il se peut que le sort vous ait fait vous asseoir aux abords de ladite section. Ça surprend un peu, mais si le cœur vous en dit, criez vous aussi et l'on vous octroiera peut-être une pointe. Deuxièmement, comme en bien d'autres circonstances de la vie moderne, la musique de style Radio Énergie sera au rendez-vous, excepté lors de la pause de la 7e manche où *Sweet Caroline* sera entonnée en chœur par l'assemblée. Les vieux bonshommes, fins renards, ont su parer à ces désagréments en se munissant d'oreillettes grâce auxquelles ils peuvent à leur guise écouter quelque concerto brandebourgeois. Enfin, lorsqu'une fausse balle est frappée si fort qu'elle disparaît par-dessus le toit du stade, on entend une vitre qui casse et un «bip-bip» d'avertisseur automobile : ne craignez pas pour votre véhicule, il s'agit d'une blague concoctée par les gens chargés d'agrémenter votre soirée.

Le baseball est lent. Il se déguste un hot-dog à la main, comme une crème glacée qui fond petit à petit. Il se médite, avec des amis à ses côtés, tel ce coucher de soleil par-dessus la clôture du champ droit. Il se partage dans une chronique d'un journal communautaire, un peu comme ce *high-five* donné par la mascotte à ce jeune partisan de quatre ans. Je me rends compte, en ce moment, que vous êtes dans la lune. C'est plus fort que vous, dès qu'il est question de baseball, vous pensez à autre chose. Ne vous en faites pas, les joueurs sur le banc aussi pensent à autre chose. D'ailleurs, ceux-ci s'échangent, à en juger par leurs mimiques, une recette de cuisine.

Carnet mondain

Plus d'activités sociales, culturelles et politiques sur reseauforum.org

23 ET 24 JUIN

Fête nationale des Québécoises et Québécois à Limoilou

Vous faites partie des gens qui en ont assez du contrôle et des fouilles lors du gros show sur les plaines ? Alors rien de mieux que les fêtes de quartier ! Le 23 juin : un spectacle aux accents de musique reggae, animé par le collectif CHX Soundsystem est présenté entre 17h et 23h. Le 24 juin, dès 11h, animation ambulante, maquillage, musique DJ avec Decibel Franco, jeux gonflables, dès 14h, spectacle de musique Québécoise instrumentale avec Valéry Beaudry au piano, à partir de 17h repas : apportez votre lunch ou profitez des mets de bouffe de rue que notre fournisseur. En soirée, dès 19h, Pico Larouche et le roche band seront de la partie. Scène extérieure, au Parc de l'anse à Cartier, 21 rue Jacques Cartier.

26 JUIN

Masse critique à Québec

Rendez-vous à vélo le dernier vendredi de chaque mois pour une promenade engagée sous le soleil, en famille, entre amis et entre camarades ! Invitez du monde, on était 72 en mai et on veut claquer la centaine en juin ! L'itinéraire est donné aux autorités et encadré. L'objectif est de montrer aux automobilistes l'importance de partager la route. Ces manifs à bicyclettes existent dans plus d'une centaine de villes dans le monde. Des cyclistes ont aussi proposé d'intégrer l'art et la musique au prochain rassemblement festif. Vos idées sont les bienvenues ! Y aura-t-il une fanfare en plus ? Manifestation pacifiste à vélo à 18h, devant le Musée des beaux arts du Québec, sur la Grande-Allée.

27 JUIN

Adieu L'AgitéE !

Le dernier grand concert du bar-coop L'AgitéE avec une programmation spéciale : les artistes KEITH KOUNA (full band !) | GAB PAQUET | DJ MILLIMETRIK | PAUL CARGNELLO | BEAT SEXÜ | SYLVIA 15 $ en pré-vente : lepointdevente.com, à la boutique Knock-Out ou au bar L'AgitéE. 20 $ à la porte. Le prix d'entrée comprend un cocktail ! À voir sur la terrasse (gratuit) : ROBERT FUSIL | TIMOTHY LUKE DAWSON & ISABEAU VALOIS. Dès 20h, au bar-coop L'AgitéE : 251 rue Dorchester, à Québec. BBQ sur la terrasse dès 17h. Animation jusqu'à 3h...

5 JUILLET

Mission de Paix sur le Fleuve Saint-Laurent (Kahnawake)

La Mission de Paix sur le fleuve Saint-Laurent poursuit, pour une huitième année consécutive, son œuvre de sensibilisation à la perspective autochtone de notre monde. Dix jours en rabaska sur le fleuve St-Laurent à ramer ensemble pour se connaître et se reconnaître, pour se déprogrammer, se décoloniser, à même les eaux du fleuve, et à vivre en communauté et en communion avec la Terre-Mère. Départ le 25 juin 2015 à Kahnawake, arrivée à Québec le 5 juillet pour planter un arbre sur les Plaines d'Abraham.

JUSQU'AU 29 JUILLET

Pétition « mon OSBL n'est pas un lobby »

Les organismes sans but lucratif participant à la campagne « mon OSBL n'est pas un lobby » sont menacés par le contenu du projet de loi 56, remplaçant la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme. L'adoption de ce projet de loi, déposé le 12 juin dernier, par le ministre Jean-Marc Fournier, aurait de graves conséquences pour tous les OSBL et la participation citoyenne, les obligeant à s'inscrire au registre des lobbyistes, comme des entreprises privées. En plus de leur participation prochaine aux consultations, les OSBL encouragent la population à agir en signant la pétition sur le site de l'Assemblée nationale (http://bit.ly/1DKW8UT).

PENDANT TOUT L'ÉTÉ

Pétition pour le droit de manifester

Pour souligner le 3e anniversaire de l'adoption des règlements liberticides adoptés par l'administration Labeaume en juin 2012, 3 800 personnes et plus de 85 organisations ont déjà signé. La pétition est à : manifesteraquebec.org

LES SAMEDIS DE JUILLET ET D'AOÛT

Le Marché Saint-Sauveur

L'occasion de se procurer de bons légumes et des fruits frais offerts par des producteurs de la région de Québec. De 10h à 14h chaque samedi au Parc Durocher, rue Saint-Vallier Ouest.

AVANT LE 30 SEPTEMBRE 2015

Le sondage sur la normalité

Folie/Culture vous invite à répondre anonymement à son *Sondage sur la normalité*, sur son site Internet. En reprenant le modèle des sondages qui circulent sur Facebook, nous proposons, ironiquement, d'aider les gens à déterminer leur niveau de normalité. Êtes-vous normal-normal ? normal-ordinaire ? normal-neutre ? normal-régulier ? Les résultats du sondage seront rendus publics à l'automne prochain lors du Cabaret ben normal.

Annoncez-vous

Droit de parole, une visibilité auprès d'un lectorat allumé !

Louise Chouinard, représentante publicitaire
418.931.7589 | l.chouinard@videotron.ca

Droit de parole fait relâche pour l'été, prochaine parution en septembre

Bonnes vacances !

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Droit de parole — Adhésion ou abonnement

Nom :
Adresse :
Téléphone : Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE	
Abonnement individuel	20 $
Abonnement institutionnel	40 $
Abonnement de soutien	50 $

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL	
Adhésion individuelle	10 $
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 $
Adhésion de groupes et organismes	25 $

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org